

Avis de divulgation du transfert d’un immeuble non inscrit au Registre foncier  
Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (RLRQ, c. D-15.1, art. 6, al. 2 et 10.1)

IDENTIFICATION DU CÉDANT		
Personne physique (si plusieurs, veuillez joindre une annexe)		
Nom :		Prénom :
Adresse de la résidence principale	N° civique, nom de la rue :	
	Municipalité, province :	
	Code postal :	
Adresse où peut être transmis le compte (si différente de l’adresse de résidence principale) :		
Organisme public, personne morale, société, association, fiducie ou tout autre groupement de quelque nature que ce soit		
Nom :		
N° d’entreprise (NEQ) ou d’identification (Revenu Québec) :		
Adresse du siège social ou du principal lieu d’affaires :	N° civique, nom de la rue :	
	Municipalité, province :	
	Code postal :	
Nom et prénom, fonction et coordonnées de chaque personne autorisée à agir en son nom (s’il y en a plusieurs, veuillez joindre une annexe) :	Nom, prénom :	
	Fonction :	
	N° civique, nom de la rue :	
	Municipalité, province :	
	Code postal :	

IDENTIFICATION DU CESSIONNAIRE		
Personne physique (si plusieurs, veuillez joindre une annexe)		
Nom :		Prénom :
Adresse de la résidence principale	N° civique, nom de la rue :	
	Municipalité, province :	
	Code postal :	
Adresse où peut être transmis le compte (si différente de l’adresse de résidence principale) :		
Organisme public, personne morale, société, association, fiducie ou tout autre groupement de quelque nature que ce soit		
Nom :		
N° d’entreprise (NEQ) ou d’identification (Revenu Québec) :		
Adresse du siège social ou du principal lieu d’affaires :	N° civique, nom de la rue :	
	Municipalité, province :	
	Code postal :	
Nom et prénom, fonction et coordonnées de chaque personne autorisée à agir en son nom (si plusieurs, veuillez joindre une annexe) :	Nom, prénom :	
	Fonction :	
	N° civique, nom de la rue :	
	Municipalité, province :	
	Code postal :	

IDENTIFICATION DE L’IMMEUBLE FAISANT L’OBJET DU TRANSFERT		
Adresse	N° civique, nom de la rue :	
	Municipalité, province :	
	Code postal :	
N° de lot et cadastre :		
Date du transfert :		
S’agit-il d’un transfert à la fois d’un immeuble corporel et de meubles visés à l’article 1.0.1 LDMI:      __Oui*      __Non		

AUTRES MENTIONS – ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES	
Nom de la municipalité où est situé l’immeuble lorsque celui-ci n’est pas immatriculé :	
Montant de la contrepartie pour le transfert de l’immeuble selon le cédant et le cessionnaire :	
* Montant de la contrepartie pour le transfert de meuble, selon le cédant et le cessionnaire :	
Montant constituant la base d’imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire :	
S’il y a lieu, portion de cette base qui est visée au troisième alinéa de l’article 4 LDMI :	
Le cas échéant, la disposition de l’un ou l’autre des articles 17 à 20 ou d’une autre loi en vertu de laquelle, selon le cessionnaire, celui-ci est exonéré du paiement du droit de mutation :	
Les autres mentions requises par règlement, notamment par le <i>Règlement sur le formulaire de présentation de la réquisition d’inscription d’un transfert immobilier</i> si celles-ci ont été omises dans l’acte de transfert (ex. citoyenneté)	

L’avis de divulgation doit être **accompagné d’une copie authentique de l’acte notarié en minute ou d’une copie de l’acte sous seing privé constatant le transfert de l’immeuble**. Les renseignements contenus dans l’avis de divulgation seront **transmis par la municipalité au ministère du Revenu conformément aux exigences de la LDMI**.

Signature du cessionnaire :	Date :
Nom du signataire :	